

Qu'est-ce que l'Etat?

Écrit par LCR

Mercredi, 07 Juillet 2004 01:00 - Mis à jour Samedi, 07 Juillet 2007 22:17



Depuis toujours, les défenseurs de l'Etat expliquent que celui-ci représente l'ensemble de la société, que vues la complexité et la spécialisation croissante de celle-ci, la multiplicité des intérêts qui la traversent, il est justifié qu'une fraction d'elle-même soit plus particulièrement chargée de défendre ses intérêts généraux contre les particularismes et tout ce qui menace de dégénérer en conflits ouverts, individuels ou collectifs.

I. Description de l'Etat.

A. Des gens, des choses, des idées.

- Un personnel de fonctionnaires civils ou militaires, élus ou professionnels

Qu'est-ce que l'Etat?

Écrit par LCR

Mercredi, 07 Juillet 2004 01:00 - Mis à jour Samedi, 07 Juillet 2007 22:17

- des instruments matériels (locaux : prisons, casernes, stations-radio..., des armes et machines diverses...., des finances)
- les idées officielles, le Droit, les codes, les lois, etc.

B. Le discours de l'Etat sur lui-même : « L'Etat, c'est.vous ! »

Depuis toujours, les défenseurs de l'Etat expliquent que celui-ci représente l'ensemble de la société, que vues la complexité et la spécialisation croissante de celle-ci, la multiplicité des intérêts qui la traversent, il est justifié qu'une fraction d'elle-même soit plus particulièrement chargée de défendre ses intérêts généraux contre les particularismes et tout ce qui menace de dégénérer en conflits ouverts, individuels ou collectifs. L'Etat donne les règles de vie en commun sans lesquelles aucune vie sociale n'est plus possible, il permet de désamorcer ou au moins de réglementer ce qui, sans lui, ne serait que désordre, anarchie, chaos, loi du plus fort, loi de la jungle. Il tranche, au nom de la société, contre certaines de ses parties. Etant « au-dessus » d'elle, d'une certaine manière, séparé d'elle, il offre toute garantie pour être l'arbitre impartial, intègre et juste (sur les frontons des tribunaux, on représente la Justice par une femme aux yeux bandés : ne pouvant voir, elle ne peut se laisser corrompre). Et à partir du moment où l'ensemble des membres de la société sont amenés à désigner ceux qui vont faire les lois et commander au pays, cette idée d'un Etat qui représente la société, ne peut qu'être renforcée.

Louis XIV disait « L'Etat c'est moi » ; aujourd'hui, depuis l'école primaire, on apprend que nous vivons en démocratie, c'est-à-dire sous un régime politique où le gouvernement est celui « du peuple, par le peuple, pour le peuple », où la loi est la même pour tous, où chacun fait son service militaire et paie l'impôt.

C. Ses fonctions.

1. Economique : Le libre jeu de la concurrence sur le marché, la recherche du profit immédiat et maximum font que les intérêts globaux de la production ne sont pas toujours vus ou que les satisfaire implique un coût trop élevé pour les particuliers, ce sera donc l'Etat qui assurera les productions non immédiatement rentables, les investissements de grande ampleur (infrastructure économique : énergie, communications, transports, etc.), les services sociaux improductifs. Pour contribuer à cette orientation de la production et cette redistribution de ressources, l'Etat dispose des recettes procurées par ses propres entreprises et surtout de ses impôts. Il a organisé un marché national au sein duquel il réglemente les prix, encadre le crédit,

Qu'est-ce que l'Etat?

Écrit par LCR

Mercredi, 07 Juillet 2004 01:00 - Mis à jour Samedi, 07 Juillet 2007 22:17

et à la frontière duquel les douanes jouent leur rôle de protection. Il bat monnaie, subventionne (directement ou indirectement par des prix de faveur ou des dégrèvements d'impôts), aide à l'exportation.

2. Intégration: l'Etat doit s'assurer du consentement de ceux qu'il administre pour lui-même (légitimation) et pour la société. Il opère par la diffusion de valeurs et de comportements « conformes » qui complète l'oeuvre permanente de la société capitaliste elle-même, qui mène chacun à profondément intérioriser, comme allant de soi, indépassable, naturelle, une société fondée sur la production de marchandises où tout renvoie à celles-ci et à l'argent qui en exprime la nature profonde.

Prenant le relais d'institutions jadis privées, des institutions d'Etat (éducatives, culturelles, sportives, sanitaires, etc.) quadrillent la vie quotidienne de chacun en la démembrant. Remplissant cependant des fonctions sociales positives, elles font d'autant mieux passer les idées et les types de pratiques qu'elles véhiculent et qui n'ont rien de neutres.

3. Répression : C'est le moyen ultime dont dispose l'Etat pour faire exécuter ses décisions au cas où les moyens habituels fondés sur la persuasion (ou la corruption) n'y suffisent plus. Ainsi, en période de tension ou de crise sociale, quand toutes les procédures de négociation et de conciliation ont été utilisées il révèle sa nature profonde : il ne reste plus que la force nue, la violence sans phrase pour venir à bout du conflit. En temps normal, « il vaut mieux montrer sa force qu'avoir à s'en servir », l'existence connue de moyens de répression suffit la plu-part du temps à avoir un effet dissuasif («La peur du gendarme est le commencement de la sagesse» dit un dicton populaire). On voit donc bien l'importance de cet appareil coercitif, «noyau dur» de l'appareil d'Etat L'armement de la « force publique » n'est que l'envers du désarmement légal de la population. L'Etat a le monopole légal de la violence, lui seul peut accéder aux arsenaux et doter ses corps spéciaux de répression, d'armes de combat. Le personnel en question est encore davantage séparé du reste de la population que les autres corps de l'Etat : les juges sont inamovibles, l'année encaserne ses troupes et leur refuse libre expression et libre organisation.

D. Les ratés du système vus par les réformistes.

Au XIXe siècle, certes, l'Etat était aux mains des bourgeois (seuls les propriétaires avaient le droit de vote) mais le capitalisme avait alors un rôle progressif et on peut considérer qu'il occupait, à la tête du pays et au nom de toute la nation la place à laquelle sa mission historique

Qu'est-ce que l'Etat?

Écrit par LCR

Mercredi, 07 Juillet 2004 01:00 - Mis à jour Samedi, 07 Juillet 2007 22:17

lui donnait droit. Quand les masses ont conquis le suffrage universel, c'est-à-dire le droit à dire leur mot sur la conduite des affaires du pays, que les travailleurs salariés exploités sont devenus majoritaires, le grand capitalisme (lui-même ayant accéléré sa concentration et sa centralisation) été en mesure de faire échapper l'essentiel du pouvoir (gouvernement et appareil permanent) au contrôle démocratique parlementaire. Il faut donc, disent les réformistes, le PC et le PS, faire cesser cet accaparement du pouvoir par les grands trusts et utiliser l'appareil d'Etat efficace, moderne et complexe dont nous disposons aujourd'hui au service de l'ensemble de la société et non plus des seuls monopoleurs.

Comme le dit L'Humanité-Dimanche du 5/5/1976 ; «L'appareil d'Etat est devenu indispensable au bon fonctionnement général. Peut-on le confier à cet « effroyable corps parasite qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française » qu'évoquait Marx? Qui pourrait parler de couches parasitaires quand il s'agit des postiers, des cheminots, des enseignants, etc. Des syndicats sont nés dans la police et la magistrature. Les cadres de l'armée s'interrogent sur son rôle et son utilisation... Alors, cet appareil d'Etat... Peut-on le retourner contre ceux qui l'utilisent à leur gré actuellement ? Sans doute, à condition de le démocratiser, de permettre à chacun d'y assurer pleinement sa responsabilité, de le soumettre au contrôle des élus de la population à tous les niveaux, de lui créer les freins nécessaires à l'excès de pouvoir, toujours redoutable dans un pays centralisé comme le nôtre. Et dans ces conditions, quel besoin y aura-t-il d'une dictature du prolétariat ? ».

II. La nature de classe de l'Etat

A. Comment la «République du marché» dissimule le « despotisme du capital » (expressions de Marx).

La liberté et l'égalité que proclame la République Française sur tous ses monuments publics ne sont pas que de pures idées attrape-nigauds. A un certain niveau de la société capitaliste, celle de la circulation des marchandises, elles ont une réalité effective : « La détermination de la valeur des marchandises par le travail et l'échange libre qui se produit d'après cette mesure de valeur entre des possesseurs égaux en droit tels sont (...) les fondements réels sur lesquels toute l'idéologie politique, juridique et philosophique de la bourgeoisie moderne (celle des Droits de l'Homme) s'est édiflée » (Engels). A la différence de la société médiévale, le travailleur est libre, libre de ses mouvements (il n'est plus attaché à un moyen de production comme la terre de son seigneur) ; il est reconnu comme propriétaire (de sa force de travail) et comme tel il est libre de vendre cette marchandise à qui lui plait. Il est en droit d'exiger qu'elle soit payée à sa valeur. Vendeurs et acheteurs de la force de travail passeront contrat ensemble en qualité de personnes libres possédant les mêmes droits. Egaux comme possesseurs de marchandises; ils

Qu'est-ce que l'Etat?

Écrit par LCR

Mercredi, 07 Juillet 2004 01:00 - Mis à jour Samedi, 07 Juillet 2007 22:17

échangeront équivalent contre équivalent (force de travail contre salaire qui permettra à son tour au travailleur d'acheter l'équivalent en marchandises). Comme consommateur, le travailleur sera libre d'acheter ce que bon lui semble à qui il veut dans les limites de son salaire. Vendeur tout à l'heure, il devient maintenant acheteur.

Si on quitte la surface des choses on découvre que « dans les profondeurs se déroulent de tout autres mouvements où disparaît cette apparente égalité et liberté des individus » (Marx). L'échange égal dans la circulation masque l'échange inégal dans la production. Les acheteurs et les vendeurs ne sont pas que des individus, ce sont des classes. Sa marchandise force de travail, le travailleur, ne disposant plus des moyens de production (dont il a été « libéré » par l'expropriation capitaliste) ne peut que la vendre à ceux qui en disposent. L'achat de la force de travail à sa valeur par le capitaliste permet à celui-ci de s'approprier le sur-travail gratuitement (le sur-travail est la quantité de travail dépensée au-delà du temps de travail représentant l'équivalent du salaire) car la force de travail est une marchandise bien particulière, dont la consommation est productive et qui produit au-delà de ce que qu'elle coûte. Derrière l'échange d'équivalents, il y a l'exploitation.

B. Nécessité de l'autonomie relative de l'appareil d'Etat.

Si par certains côtés la société capitaliste secrète ses propres mécanismes d'auto-régulation spontanée, la dynamique de ses contradictions sur la base de la concurrence aveugle que s'y livrent les capitaux pourrait conduire :

- soit à la suppression de la liberté et de l'égalité même formelles, à l'asservissement total du travailleur, ce qui impliquerait que le capital avec « sa passion irrésistible, sa faim de loup pour le sur-travail » (Marx) détruirait sa propre base: la force de travail libre (c'est-à-dire mobile), salariée (c'est-à-dire possédant de l'argent) et par là tendrait à faire disparaître le marché, c'est-à-dire sa condition de reproduction.

- soit au dépassement du caractère purement formel de l'égalité et de la liberté par l'expropriation des expropriateurs, c'est-à-dire l'élimination de la séparation entre producteurs et moyens de production, soit la suppression du rapport capitaliste.

D'où la nécessité que la violence, grâce à laquelle les travailleurs sont empêchés de supprimer le rapport capitaliste, ne soit pas concentrée entre les mains des capitalistes individuels, car ceux-ci risqueraient de supprimer eux-mêmes le rapport. Elle est donc organisée et concentrée comme violence sociale dans l'Etat.

Qu'est-ce que l'Etat?

Écrit par LCR

Mercredi, 07 Juillet 2004 01:00 - Mis à jour Samedi, 07 Juillet 2007 22:17

C. Un Etat à double face.

« L'Etat moderne n'est que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés » (Engels). L'Etat doit maintenir ensemble deux réalités, contradictoires entre elles: la liberté et l'égalité formelle du travailleur en tant que propriétaire de marchandises (sinon, il risque qu'il n'y ait plus ni liberté, ni égalité pour les autres propriétaires) et sa non-liberté réelle en tant que producteur de plus-value, son inégalité essentielle en tant qu'il est séparé des moyens de production. Il les maintiendra contre tout ce qui les menace, que, ce soit l'arbitraire des différents capitaux, que ce soit les luttes et l'organisation ouvrières.

Il tentera de dégager les intérêts globaux, historiques, stratégiques de la bourgeoisie en l'unifiant à travers lui par-delà ses intérêts particuliers. Il sera, comme le dit Engels, le «capitaliste global ». Mais pour mener à bien cette tâche il doit avoir «une existence particulière située à côté et en dehors de la société bourgeoise » (Marx) afin d'échapper aux pressions. Si cela entretient les illusions sur sa neutralité, cet éloignement est aussi contradictoire avec une intervention économique efficace. Capitaliste global «en idée» précise Engels.

En même temps il s'efforcera de maintenir les travailleurs divisés, atomisés en simples individus sans existence collective.

- Il sera l'organisateur de la liberté et de l'égalité des possesseurs de marchandises, s'assurera de la bonne forme contractuelle de leurs relations, réglera la circulation des marchandises et de l'argent et pour cela se dotera d'un droit, de codes, règlements et constitutions juridiques.

- Il sera le garant de l'obligation pour les ouvriers de vendre leur force de travail au capital afin que celui-ci puisse se reproduire de manière élargie. Derrière la garantie de l'échange égal, l'inégalité concrète des marchandises échangées; derrière la liberté et l'égalité, les rapports de classe, les rapports d'exploitation sont garantis.

D. Une organisation et un fonctionnement qui ne sont pas neutres.

1. L'imbrication des fonctions

Qu'est-ce que l'Etat?

Écrit par LCR

Mercredi, 07 Juillet 2004 01:00 - Mis à jour Samedi, 07 Juillet 2007 22:17

Les fonctions que nous avons énumérées en introduction ne sont que les différentes modalités d'exercice de la fonction générale ci-dessus définie. Chacune des institutions qui relèvent principalement d'une de ses fonctions combine à des degrés divers des éléments des deux autres. Ainsi l'armée, outre sa fonction répressive, joue un rôle économique (industrie d'armement, recherche) aussi bien qu'idéologique («l'armée fera de toi un homme !»). La Santé Publique, en réparant la force de travail, joue un rôle socio-économique, en dépistant les « faux malades » ou en tant que « médecine légale » elle est l'auxiliaire de la répression, en « infantilisant » le malade elle joue un rôle idéologique. L'Ecole Publique joue un rôle socio-économique en formant et qualifiant la force de travail, mais elle apprend aussi la discipline, le respect de l'ordre et « adapte » à la société.

Le bâton blanc qui règle la circulation est aussi celui qui s'abattra sur la tête du manifestant. Régler la circulation est sans doute une activité sociale utile, mais pourquoi la confier à un appareil de professionnels séparée du reste de la population sinon parce que le bâton blanc cache la matraque et que celle-ci doit être réservée aux défenseurs attirés de cette société ? Tout Etat combine, dans son fonctionnement, exercice de la coercition et recherche du consentement. La part respective de l'une et de l'autre dépend du plus ou moins fort degré de tension sociale sur le territoire où l'Etat exerce sa juridiction. Elle détermine la forme de cet Etat.

Ainsi, dans l'Antiquité, Athènes traita ses esclaves de façon relativement douce et se paya le luxe d'un régime très démocratique pour ses citoyens non-esclaves (employant même des formes multiples de démocratie directe, de gouvernement par l'assemblée du peuple). Sparte, en revanche, persécuta de façon féroce les esclaves ; elle fit régner une terreur permanente par des assassinats froidement perpétrés dans ce but, et connut la dictature même pour ses citoyens libres. La différence entre ces deux régimes s'explique du fait que :

- le rapport numérique entre esclaves et citoyens libres était beaucoup plus défavorable pour ces derniers à Sparte qu'à Athènes
- la société Spartiate était beaucoup plus pauvre que la société athénienne.

Pour les classes possédantes, un régime plus souple et plus démocratique représente certainement une solution plus avantageuse qu'une dictature féroce. Comme, le disait au XIXe siècle Talleyrand, homme d'Etat de tous les régimes: «On peut faire beaucoup de choses avec des baïonnettes, sauf s'asseoir longtemps dessus». Mais la solution «douce» implique certaines concessions matérielles aux classes exploitées. Ces concessions nécessaires ne peuvent toutefois être accordées que si les classes possédantes sont assez riches pour pouvoir se payer ce luxe. Leurs membres pris individuellement auront d'ailleurs toujours tendance à rechigner vis-à-vis de cette ponction supplémentaire dont l'efficacité n'est ni immédiate ni directement économique. Là encore l'Etat jouera son rôle au nom des intérêts généraux de la

Qu'est-ce que l'Etat?

Écrit par LCR

Mercredi, 07 Juillet 2004 01:00 - Mis à jour Samedi, 07 Juillet 2007 22:17

classe.

Monarchiste ou républicain, démocratique ou dictatorial, les formes, les régimes politiques des Etats sont variés. Mais, par delà, leur nature est commune: la dictature d'une classe. Les classes exploitées ne doivent pas se laisser abuser par la forme au point d'en oublier le contenu ; mais elles ne restent pas neutres vis-à-vis de cette forme, elles luttent pour tout ce qui peut élargir leur capacité d'activité autonome et contre tout ce qui vise à la restreindre. L'évolution des formes elle-même est liée aux luttes de classes aussi bien qu'à l'activité économique.

2. Le fonctionnement bureaucratique de la « démocratie »

a) Classe exploiteuse et minoritaire, la bourgeoisie ne peut laisser à la population l'accès direct aux décisions politiques. Michel Debré, rédacteur de la Constitution de 1958, ministre de De Gaulle l'exprime crûment: «Le problème de l'individu est de vivre d'abord sa vie quotidienne ; ses soucis personnels et ceux de sa famille l'absorbent ; le nombre des citoyens qui suivent les affaires publiques avec le désir d'y prendre part est limité. Il est heureux qu'il en soit ainsi. La Cité, la Nation où chaque jour un grand nombre de citoyens discuteraient de politique, seraient proches de la ruine ! La démocratie, ce n'est pas l'affectation permanente des passions, ni des sentiments populaires à la discussion des problèmes de l'Etat. Le simple citoyen, qui est un vrai démocrate, se fait, en silence, un jugement sur le gouvernement de son pays et, lorsqu'il est consulté, à dates régulières, pour l'élection d'un député par exemple, exprime son accord ou son désaccord ».

L'éloignement des travailleurs des centres de décisions s'opère à travers :

- la séparation des travailleurs des moyens matériels nécessaires à l'exercice effectif des libertés démocratiques (pour des raisons aussi bien économiques que culturelles : effets du travail aliéné et parcellisé sur la conscience). De plus, par de savantes lois électorales, un habile découpage des circonscriptions (prépondérance des campagnes sur les villes), l'exclusion des immigrés et des jeunes qui travaillent, les résultats des élections sont toujours un reflet très déformé des rapports de force réels.

- la séparation des travailleurs les uns des autres au moment du vote. De même que chaque «propriétaire» est censé offrir, à chances égales, «sa» marchandise sur le marché, l'un sa force de travail, l'autre son capital, la «nation» est censée «élire» ses dirigeants en permettant à chaque «libre individu citoyen», qu'il soit M.Dassault ou un camarade O.S.. de compter sa voix pour une voix. Le travailleur qui va voter se dépouille dans l'isolement de ses

Qu'est-ce que l'Etat?

Écrit par LCR

Mercredi, 07 Juillet 2004 01:00 - Mis à jour Samedi, 07 Juillet 2007 22:17

solidarités concrètes, de sa conscience de classe et endosse l'uniforme du «bon citoyen», seul face à sa conscience individuelle qui lui dicte d'agir en «pensant au pays», en oubliant ses intérêts étroits, «corporatistes», etc.,

- la séparation des électeurs de leurs élus: En règle générale le député n'est pas connu concrètement de ses électeurs, la circonscription qui regroupe ceux-ci et qu'il représente ensuite est très souvent sans aucun rapport avec les contours des collectivités réelles qui vivent et travaillent ensemble. Ensuite le soi-disant citoyen «souverain» sous couvert de déléguer son pouvoir ne fait qu'abdiquer sa souveraineté pour le temps que dure le mandat parlementaire. La contrainte qu'il semble pouvoir exercer sur l'Etat est fugace et très épisodique, celle que l'État exerce sur lui est permanente,

- la séparation des élus, eux-mêmes, du gouvernement réel, monopolisé, en fait, par la couche supérieure des fonctionnaires. En effet, en dehors des sessions parlementaires, par delà les changements d'équipes ministérielles, de gouvernement (et même de régimes politiques), la réalité quotidienne du pouvoir est assurée par les «permanents» de l'appareil d'Etat, les hauts-fonctionnaires avec leur administration, leurs bureaux et commissions, l'Etat-Major policier et militaire avec ses réseaux et sa capacité de fonctionnement autonome, l'appareil judiciaire, et en particulier le Parquet. Ainsi, depuis la dernière guerre, il y a eu en France, trois fois moins de préfets de police et cinq fois moins de directeurs des R.G. que de gouvernements. On connaît la formule : « Les gouvernements viennent et s'en vont, mais l'administration et la police restent ». Un gouvernement qui ne s'appuie pas sur la mobilisation des masses ne peut qu'être l'esclave de ses bureaux. « Le citoyen idéal pour la haute bureaucratie est celui qui a une mentalité d'assisté et se comporte comme un subordonné obéissant dans tous ses rapports avec l'Etat. Lorsque se présente un problème social auquel il faut répondre de toute urgence, la tendance de la haute administration n'est pas de créer les conditions nécessaires à la prise en charge de la question par les masses directement intéressées, mais de créer des services soumis directement à sa férule et destinés souvent à disputer âprement le peu qu'on consent aux ayants droits » (J.M. VINCENT).

b) En outre, cet Etat est livré corps et âmes, pour pouvoir fonctionner matériellement, aux chaînes d'or de la dépendance financière et de la dette publique. Aucun gouvernement bourgeois ne peut gouverner sans faire un appel constant au crédit, contrôlé par les banques, le capital financier, la grande bourgeoisie. Il suffit de rappeler l'impuissance de l'Etat « fort » gaulliste, et même du gouvernement des U.S.A. face aux brusques mouvements de capitaux internationaux à court terme. Toute politique anticapitaliste qu'un gouvernement réformiste ne voudrait qu'esquisser se heurterait immédiatement au sabotage financier et économique des capitalistes. La «grève des investissements », l'évasion des capitaux, l'inflation, le marché noir, la chute de la production, le chômage aggravé, résultent rapidement de cette riposte.

On retrouve ces liens matériels, sous un autre angle, dans la mesure où tous les hauts-fonctionnaires touchent des traitements tels qu'ils permettent une accumulation privée de capital, quelquefois modeste mais toujours réelle, ce qui intéresse ces personnes, même individuellement, à la défense de la propriété privée et à la bonne marche de l'économie

Qu'est-ce que l'Etat?

Écrit par LCR

Mercredi, 07 Juillet 2004 01:00 - Mis à jour Samedi, 07 Juillet 2007 22:17

capitaliste.

3. Une organisation hiérarchisée, aux membres sélectionnés.

a) L'appareil d'Etat reproduit en son sein la pyramide sociale. A la base, des petits fonctionnaires, ou même des employés sans garantie d'emploi, qui ne vivent que de la vente de leur force de travail; au sommet, des hauts-fonctionnaires qui proviennent presque sans exception de familles bourgeoises ou s'intègrent progressivement à elles. Entre les échelons supérieurs et les échelons moyens, entre les échelons moyens et les échelons inférieurs, des liens de subordination étroits, au long desquels l'autonomie de décision est de plus en plus réduite et la part de l'exécution pure et simple des ordres venus d'en haut, de plus en plus grande.

b) Un processus de sélection, dans lequel les connaissances techniques ne sont pas les plus décisives, mais plutôt la conformité avec les normes générales de comportement de la classe dominante. Ces normes doivent nécessairement exercer une influence idéologique de premier ordre sur les membres de la société qui ont à accomplir la fonction de conservation de «l'ordre social», de par leur activité dans l'appareil d'Etat.

On ne peut pas être un gardien de prison efficace et désireux de faire carrière si on organise systématiquement l'évasion des prisonniers. On ne connaît pas de généraux de carrière en activité pacifistes convaincus et militants.

La sélection des fonctionnaires d'autorité (toujours nommés « d'en haut ») est le résultat d'une longue série d'épreuves (éducation, études, concours, promotion) sur une longue période pendant laquelle les futurs lauréats doivent montrer pratiquement leur fidélité aux intérêts de la bourgeoisie.

La force d'intégration de l'Etat bourgeois est cependant telle qu'il peut s'assimiler des hommes au départ assez éloignés du profil plus haut esquisse. On verra ainsi des cadres dirigeants de partis et de syndicats de masse des travailleurs, en contact intime avec l'appareil d'Etat au sein de multiples commissions de concertation, se comporter de plus en plus en conformité avec le système, quand ce n'est pas se réconcilier ouvertement avec lui.

Qu'est-ce que l'Etat?

Écrit par LCR

Mercredi, 07 Juillet 2004 01:00 - Mis à jour Samedi, 07 Juillet 2007 22:17

Un appareil d'Etat érigé sur de tels principes d'organisation interne et de fonctionnement est condamné à se contenter de l'administration de la société existante. Il est fondamentalement conservateur, dans l'impossibilité de transformer réellement la société, et même simplement de la remettre en cause.

« Le caractère d'un gouvernement bourgeois n'est pas déterminé par le caractère personnel de ses membres, mais par sa fonction organique dans la société bourgeoise. Le gouvernement de l'Etat moderne est essentiellement une organisation de domination de classe dont la fonction régulière est une des conditions d'existence pour l'Etat de classe. Avec l'entrée d'un socialiste dans le gouvernement, la domination de classe continuant à exister, le gouvernement bourgeois ne se transforme pas en un gouvernement socialiste, mais un socialiste se transforme en un ministre bourgeois... Tandis qu'au Parlement, au conseil municipal, nous obtenons des réformes utiles en combattant le gouvernement bourgeois, nous n'arrivons aux mêmes réformes en occupant un fauteuil ministériel qu'en soutenant l'Etat bourgeois. L'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois n'est donc pas comme on le croit une conquête partielle de l'Etat bourgeois par les socialistes, mais une conquête partielle du parti socialiste par l'Etat bourgeois».

(Rosa Luxembourg, Le socialisme en France. 1899).

Brochure publiée par la LCR-France